



DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille **vingt-deux**,
Le **vingt-et-un octobre**,
le Conseil Municipal de la Commune de LE VAL (Var)
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,
en mairie sous la présidence de **Monsieur Jérémy GIULIANO, Maire**.
Date de convocation du Conseil Municipal : 14 octobre 2022.

Nombre de Conseillers :
en exercice : 27
Présents ou
Représentés : 23
Absents : 04
Votants : 23

❖❖❖

Objet :

MODIFICATION DES
TARIFS DE LA
PARTICIPATION
ASSAINISSEMENT
COLLECTIF (PAC)

❖❖❖

Présents : MM. Jérémy **GIULIANO** - Alain **ALBERTI** - Colette **ALEXANDRE** - Christian **BENTOUMI** - Jeanne **CAVALLARO** - Gisèle **CONFORTI** - Steve **COURDOUAN** - Jean **CULINATI** - Géraldine **DUDON** - Anaïs **DUFEUX** - Max **FABRE** - Patrick **FALANTIN** - Franck **JAMAIN** - Colette **LAIRE** - Julien **LASSAUQUE** - Christian **LEFEVRE** - Michel **MAUREL** - Luc **PERNEY** - Corinne **RINAUDO** - Josiane **VILAIN**.

Représentés : MM. Anastasia **BRENGUIER** représentée par Luc **PERNEY** - Marie-Sylvie **GROVER** représentée par Anaïs **DUFEUX** - Georges **AYMONIN** représenté par Josiane **VILAIN**.

Absents : MM. Sophie **ARGOUARC'H** - Laurence **BERLEMONT** - Norbert **GIRAUD** - Olivier **BARALE**.

Secrétaire de séance : Mme Géraldine DUDON

❖❖❖

Rapporteur : M. Christian LEFEVRE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment les articles L.2227 et suivants et D.2224-5 et suivants, relatifs aux services publics industriels et commerciaux de l'eau et de l'assainissement, L.5211-18, précisant la notion de substitution de l'Agglomération aux communes dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes pris antérieurement à un transfert de compétence, et L.5216-5 fixant les compétences des Communautés d'agglomération ;

VU le Code général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 256 B, 260 A et 279 ;

VU le Code de l'urbanisme et notamment l'article R. 111-22 définissant la « surface plancher » d'une construction ;

VU le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L. 1331-1 et suivants relatifs à la salubrité des immeubles et des agglomérations ;

VU la loi n°2012-354 du 14 mars 2012 de finances rectificative pour 2012, à l'origine de la création de la Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (P.A.C) ;

VU la loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) et notamment son article 66 confiant aux Communautés d'agglomération le soin d'assurer les compétences « eau » et « assainissement » à titre obligatoire, à compter du 1^{er} janvier 2020 ;

VU la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;

VU l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

VU la délibération n°37/2012 du Conseil Municipal du 21 juin de la Commune du Val relative à l'institution d'une Participation pour Assainissement Collectif applicable sur la Commune du Val ;

VU les délibérations concordantes de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte n°2020-444 du 11 décembre 2020 et de la Commune du Val n°2021-05 du 26 février 2021 relatives à la Convention de délégation liant les deux parties pour l'exercice des compétences « eau potable » et « assainissement collectif » à compter du 1er janvier 2021 ;

CONSIDERANT les courriers de l'Agglomération du 17 mai 2021 et de la Commune du Val du 10 juin 2021 validant la reconduction de la convention de délégation entre la Commune et l'Agglomération sur l'année 2022 ;

CONSIDERANT la possibilité pour les collectivités et établissements publics de mettre en place une participation pour le financement de l'assainissement collectif (PAC), qui peut être appliquée aux propriétaires d'immeubles soumis à l'obligation, de raccordement au réseau public des eaux usées, à compter de la date de ce raccordement ainsi que lors de l'extension d'un immeuble déjà raccordé, ou de la partie réaménagée d'un immeuble déjà raccordé, dès lors que ce raccordement est susceptible de générer des eaux usées supplémentaires ;

CONSIDERANT que cette taxe pèse sur les propriétaires *« pour tenir compte de l'économie par eux réalisée en évitant une évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire, ou la mise aux normes d'une telle installation »* (cf. art. L.1331-7 du CSP), son montant maximum doit être inférieur à 80% du coût d'une assainissement non collectif, diminué du coût des travaux de construction de la partie publique du branchement lorsqu'elle est réalisée par le service d'assainissement dans les conditions de l'article L. 1331-2 du code de la santé publique ;

CONSIDERANT que ces participations ne correspondant pas à la contrepartie d'une prestation effective, elles ne sont pas soumises à TVA ; les recettes seront recouvrées comme en matière de contributions directes et inscrites au budget annexe de l'assainissement collectif ;

CONSIDERANT les propositions d'évolutions de fixation du tarif de la Participation pour Assainissement Collectif présentées de la délibération n°2022-06-22/08 du conseil municipal du 22 juin 2022 de la commune d'Ollières suscitée visant à l'adapter au cas par cas et en fonction de la valeur moyenne du coût d'une installation d'assainissement non collectif sur le territoire de l'Agglomération Provence Verte ;

CONSIDERANT qu'en application du CGCT, seul le Conseil Communautaire peut délibérer sur la définition des tarifs en lien avec l'eau potable et l'assainissement applicables sur le territoire de la Commune ;

Il est demandé à l'assemblée délibérante :

- **D'approuver les tarifs de la Participation pour Assainissement Collectif applicable sur la Commune du Val tels que suit :**

NOUVEAU OU EXISTANT	
Logement individuel	Forfait 4 000 €
Logement collectif vertical	Forfait (400 € x nombre de logements créés) + tarif au m ² applicable à la globalité de la surface de plancher créée, selon le barème suivant : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 12 €/m² pour les 1000 premiers m² créés ▪ 10 €/m² entre le 1001e et le 2000e m² créés ▪ 8 €/m² entre le 2001e et le 3500e m² créés ▪ 6 €/m² entre le 3501e et le 5000e m² créés ▪ 4 €/m² entre le 5001e et le 7000e m² créés ▪ 2 €/m² au-delà du 7000e m² créés Lors de la création d'un programme immobilier comportant plusieurs immeubles, le taux de dégressivité s'applique « par immeuble ».
Activités bureaux, cabinets médicaux, lieux de restauration, ateliers, commerces et magasins	200 € + 15 €/m ² de surface de plancher créée.
Constructions à usage industriel	200 € + 15 €/m ² de surface de plancher créée
Entrepôts et hangars	500 € + 2 €/m ² de surface de plancher créée
Camping, bungalow et hôtel	Surface d'hébergement type camping : 2 000 € + 50 € par emplacement Surface d'hébergement type bungalow : 2 000 € + 150 € par bungalow Surface d'hébergement type hôtel : 2 000 € + 150 € par chambre
Etablissements recevant du public scolaires, religieux, santé, sports, spectacles, réunions, tourisms, etc.	500 € + 2 €/m ² de surface de plancher créée
Immeubles construits sur le territoire de la commune et affectés à un service public ou d'utilité générale	Exonération

Lorsque sont réalisés des travaux (extension, aménagements intérieurs, changement de destination, etc.) susceptibles d'être à l'origine d'eaux usées supplémentaires, la PAC est exigible à compter d'une création de surface de plancher de 9 m² ou dès la création de nouvelles installations productrices d'eaux usées (cuisine, salle de bain, sanitaire).

Il est rappelé que l'article L.1331-1 du Code de Santé publique donne, dans le cas général, 2 ans à chaque propriétaire pour se raccorder à un nouveau collecteur et desservant sa propriété (à compter de la mise en service dudit réseau). Des dérogations à cette obligation de raccordement, ou des prolongations de délai au-delà des 2 ans (extensions envisageables jusqu'à 10 ans, mais applicables uniquement aux immeubles dont la date du PC a moins de 10 ans lors de la mise en service du nouveau réseau) peuvent être autorisées par arrêté du Maire, sous réserve de l'existence d'une installation d'assainissement non collectif opérationnelle desservant la propriété.

Lorsqu'un immeuble est susceptible d'être concerné par plusieurs catégories telles que définies ci-dessus (ex : une construction à vocation industrielle disposant d'un local commercial), la « base fixe » retenue pour définir la PAC sera celle applicable à la catégorie « majoritaire » au sein de l'immeuble. Le montant de la somme liée au « complément défini proportionnellement à la surface de plancher créée » sera calculé en fonction des superficies dédiée à chaque catégorie.

Il est précisé que ces montants seront révisibles chaque année au 1^{er} juillet en fonction du barème TP10a Canalisations Assainissement.

Il est rappelé que le fait générateur de la PAC est le raccordement au réseau public d'assainissement.

Il est précisé que les recettes seront recouvrées comme en matière de contribution directe et inscrites au budget du service public de l'assainissement.

- De rappeler que cette participation n'est pas soumise à TVA et que les recettes seront recouvrées et inscrites au budget assainissement collectif correspondant,
- De préciser que la présente délibération sera communiquée à Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte,
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir entendu l'exposé,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

- Approuve les tarifs de la Participation pour Assainissement Collectif applicable sur la Commune du Val tels que présenté ci-dessus,
- Rappelle que cette participation n'est pas soumise à TVA et que les recettes seront recouvrées et inscrites au budget assainissement collectif correspondant,
- Précise que la présente délibération sera communiquée à Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte,
- Autorise Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

La secrétaire de séance,
Géraldine DUDON



Le Maire,
Jérémy GIULIANO


